

Soleil
1915106

VIVRE AU PRÉSENT CULTURE & MÉDIAS

ROLE DES MEDIATS DANS LA GESTION DES CONFLITS

Le professionnalisme du journaliste en question

Préparer les médias à jouer un rôle majeur dans la gestion des conflits, à défaut de préserver la paix ; c'est l'objectif du cycle de séminaires initiés par la fondation Konrad Adenauer, l'Unesco et le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (Cesti) de Dakar.

Seuls des journalistes professionnels, bien formés seraient-ils oucieux du respect de l'éthique et de la déontologie, en période de crise ou de paix ? Enseignants, théoriciens, étudiants et professionnels des médias participant au séminaire sur le thème « gestion des conflits : le rôle des médias », en sont presque tous convaincus. Et parmi eux, le ministre chargé de l'Alphabétisation, les Langues nationales et de la Francophonie, Diégane Séne, soucieux de la formation des journalistes. Selon, M. Séne, le journalisme, comme du reste tous les autres métiers, est « parasité » par des non professionnels. Ainsi, a-t-il invité la corporation des médias, à prendre en charge la formation de ses membres qui ne sont pas, dit le ministre, afin d'éviter les dérives relevées par-ci et par-là. Il faut passer par la formation, a martelé Diégane Séne qui appelle que le Gouvernement du Sénégal a consacré, l'année dernière, une subvention, pour la formation de pratiquants au Cesti. Le Gouvernement continuera à le faire, a rassuré le ministre.

En conviant professionnels des médias, théoriciens, professeurs et étudiants en journalisme à ces deux jours de réflexion, ouverts hier au Cesti, les organisateurs du séminaire soulèvent plusieurs questions. A savoir, est ce que les médias constituent une arme entre les mains des politiques qui manipulent différentes factions en fonction de leurs intérêts ? Ensuite est-ce que les médias sont le reflet de communautés précises et antagonistes dont ils cimentent le sentiment d'identité et d'appartenance ? Enfin est-ce que les médias, de la même manière, peuvent-ils contribuer à la « dichotomisation » sociale ? peuvent-ils être des éléments de sortie de crise ?

Répondre à ces questions revient à analyser le rôle que jouent les médias dans les différentes étapes d'émergence d'un conflit en Afrique et en tirer les leçons des différents cas où les médias ont permis la prévention des conflits ou accompagné la sortie de crise.

« Relais indispensables dans la communication sociale, les médias sont des outils incontournables dans la promotion d'une culture de la paix tout comme ils peuvent être des instruments diaboliques dans la culture de la haine. » a souligné le représentant du ministre de l'Information. Fort de son expérience dans les missions onusiennes en Côte d'Ivoire et en Haïti, le directeur du



Centre d'Information des Nations Unies (Cinu) à Dakar, Toussaint Kongo-Doudou pense que des journalistes bien formés et bien outillés peuvent soutenir un plaidoyer pour la gestion de la paix. En faisant remarquer la présence de chargés de communication dans le personnel des différentes missions onusiennes de maintien de la paix, M. Kongo-Doudou affirme que tout programme de développement sans communication est voué à l'échec. Relevant le danger de libéralisation du secteur des médias sans des professionnels, le directeur du Cinu a invité à une meilleure formation des communicateurs.

Hier, à l'entame du premier atelier « Médias et cristallisation des conflits », les enseignants du Cesti, professeurs d'universités et professionnels des médias ont évoqué plusieurs cas en Afrique où les médias ont eu une influence notoire : le génocide au Rwanda, la crise en Côte d'Ivoire, le conflit Sénégal-Mauritanie, etc.

Ce matin, un second atelier traitera de « Médias et sortie de crise ». Les réponses des médias ruraux et communautaires dans la prévention des conflits et les sorties de crises, ainsi que celles des institutions de la Société civile, et la manière de traiter l'information sensible seront abordées.

OMAR DIOUF

1915106

VENDREDI 19

Walfadjri
AUROR

Cultu

SENSIBILISATION ET PLAIDOYER POUR LA PROMOTION DE LA PAIX

Dans de nombreux pays africains en conflit, tels que le Rwanda, la Côte d'Ivoire, etc., les médias ont joué un rôle dans la cristallisation des conflits. Pour amener les journalistes à avoir un rôle prépondérant dans la prévention et la gestion des conflits, leur formation sur ces questions s'avère nécessaire.

Le rôle des médias dans la gestion des conflits

Quel rôle pour les médias dans la gestion des conflits ? Pour le directeur du Centre d'information des Nations Unies, Toussaint Kongo Dou-dou, «ils doivent jouer un rôle positif allant dans le sens de la sensibilisation des populations autour des problématiques de paix». Mais aussi, ils doivent «informer pour sensibiliser, sensibiliser pour mobiliser, mobiliser pour promouvoir l'adhésion des populations aux processus de la paix, de la culture de paix». Afin de favoriser, ajoute-t-il, à terme l'appropriation par cette population de la culture de paix. Les médias jouent un rôle important dans le modelage de l'opinion publique. Car, note le représentant du ministre de l'Information, ce sont des relais indispensables et des instruments incontournables pour la prévention et la résolution des conflits.

En séminaire de formation hier au Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti) sur le thème «gestion des conflits : le rôle des médias», les professionnels de l'information et de la communication estiment que le journaliste a un rôle très important à mener dans l'information, la sensibilisation et surtout dans le cadre du plaidoyer pour la promotion de la paix. Les médias doivent promouvoir le règlement pacifique des conflits. Et pour ce faire, soutient la directrice du Cest. Eugénie Rokhaya Aw, «il faut que les journalistes soient for-

més sur ces questions». Cette formation, selon Mme Aw, doit débuter dans les écoles de journalisme pour aider les futurs journalistes à aller chercher d'autres types de formation et à être de véritables promoteurs de l'apaisement des conflits.

Le directeur du Centre d'information des Nations Unies abordera dans le même sens. Selon Toussaint Kongo Dou-dou, si les journalistes sont bien formés, bien outillés, ils peuvent jouer pleinement leur rôle dans le cadre de la résolution des conflits. L'importance de ce genre de séminaire, soulignent les participants, réside dans le fait qu'il va permettre de former des personnes qui vont mobiliser, gérer l'opinion et l'orienter vers une culture de paix. Cette idée avant-gardiste est motivée par le rôle que des médias ont joué dans l'exacerbation des conflits en Afrique. Ce qui amènera la représentante de la Fondation Konrad Adenauer, Ute Bo-

candé, à relever le rôle néfaste joué par «les médias de la haine» au Rwanda, en Côte d'Ivoire, au Soudan, etc.

Tour à tour les conférenciers ont donné des études de cas. Notamment au Rwanda, où la radiotélévision des mille collines a été le précurseur du conflit de 1994, en Côte d'Ivoire avec les médias partisans et enfin dans le conflit sénégal-mauritanien de 1989 où des médias ont amplifié les faits et aggravé le conflit. C'est pourquoi, dira le ministre de



Ministre de l'Alphabétisation, des Langues nationales et de la Francophonie, Diégane Sène estime que la formation des journalistes s'avère nécessaire pour qu'ils jouent leur rôle dans la gestion des conflits.

l'Alphabétisation, des Langues nationales et de la Francophonie, Diégane Sène, la profession est parasitée. Beaucoup de journalistes ont manipulé une information sensible en écoutant leur intuition, renseigne Eugénie Rokhaya Aw. La directrice du Cesti est d'ailleurs d'avis qu'il faut aller au-delà de la formation en renforçant aussi la culture de la citoyenneté, car le professionnalisme, la compétence et l'expertise, à eux seuls, ne suffisent pas.

Fatou K. SENE

Gestion des conflits : le rôle des médias

Les journalistes comme régulateurs

Abdoul Karim NDIAYE et Maquette NDONG

La naissance des conflits en Afrique n'est guère le fait uniquement des milices et des ethnies rivales disséminées un peu partout sur le continent. Si ces derniers semblent y jouer un rôle non négligeable, il est apparu que les médias africains participent parfois à la légitimation et à la cristallisation des conflits en Afrique. L'exemple qui fait date est le rôle joué par la radio Mille Collines dans le génocide rwandais de 1994 qui fut plus d'un million de morts. Aussi à partir d'un incident mineur au niveau de leur frontière, les médias sénégalais et mauritaniens ont participé à la naissance du conflit entre ces deux pays en 1989. Et l'implication des médias dans les conflits en Afrique ne fait plus de doute.

C'est pour parer à ces événements malheureux que le Centre d'études scientifiques et techniques de l'information (Cesti), en collaboration avec l'Unesco et la Fondation Konrad Adenauer, organise du 18 au 19 mai un séminaire sur «Le rôle des médias dans la gestion des conflits» pour ses étudiants en Maîtrise. Ce thème reste d'une brûlante actualité au regard de la situation actuelle de l'Afrique où les conflits, qu'ils soient identitaires, ethniques ou raciaux, naissent de partout.

Certes les médias sont toujours au cœur des conflits, mais «ils ne doivent pas se comporter en pyromanes», juge Mamadou Kassé, représentant du ministre de l'Information. Pour lui, le rôle de la presse n'est pas la domestication de la terreur mais plutôt de donner les faits. Dans son allocution, Diégane Sène, ministre délégué chargé de l'Alphabétisation et des Langues nationales, considère le journalisme comme une «profession ouverte

parasitée» par des gens qui n'ont reçu aucune formation leur permettant d'exercer le métier. Dans un tel contexte, «le journalisme est obligé de subir les conséquences d'une profession ouverte qu'il est», relève M. Sène. La formation qui est une étape essentielle dans le métier de journaliste a tendance à être négligée et laissée «aux aventuriers», se désole Diégane Sène.

Les médias ne sont toujours pas convoyeurs de haine comme l'a démontré la radio Mille Collines au Rwanda. Ils sont aussi des moyens incontournables de la promotion de la paix. Et au cours de ce séminaire, des cas pratiques de prévention des

conflits et de sortie de crise effectués par les médias, particulièrement les radios communautaires, seront évoqués. Des médias à l'opposé de ceux de la haine qui retournent à leur fonction initiale qui est d'informer sans prendre partie.

Ce séminaire qui prend fin aujourd'hui est la continuité de celui organisé en mai 2005. Et selon Eugénie Rokhaya Aw, directrice du Cesti, il s'inscrit dans le cadre d'une «philosophie et d'une conception pédagogique nouvelle» de l'établissement.

akndiaye@lequotidien.sn
mndong@lequotidien.sn

CAS PRATIQUE ... Conflit sénégal-mauritanien et crise ivoirienne

Les germes toujours présents

Le premier thème de ce séminaire sur la gestion des conflits et les médias a porté sur la presse et la cristallisation des conflits. L'exemple du conflit qui a opposé, en 1989, le Sénégal à la Mauritanie, a été développé par Moussa Diaw. Pour le professeur de Communication politique à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, les germes qui ont provoqué ce conflit restent toujours d'actualité. La question du communautarisme et des replis identitaires, de même que les limites territoriales des deux pays n'étant toujours pas réglée. Il a rappelé le rôle qu'a joué la presse à l'époque, n'hésitant pas des deux côtés à jeter de l'huile sur le feu. C'est ainsi que le journal *Sopi* titrait à sa Une : «L'Armée mauritanienne tire sur la population sénégalaise.» Paradoxalement, cette presse s'est fortement impliquée dans la logique de règlement de cette crise.

L'exemple de la Côte d'Ivoire a aussi été développé par Saïdou Dia. Pour ce docteur en Communication et enseignant au Cesti, la configuration de la presse ivoirienne ne laisse guère augurer un bon avenir pour ce pays. Car les médias ivoiriens se sont investis de façon partisane dans le conflit. La diversité de titres (178 au total, dont 24 quotidiens) ne rime guère avec richesse du paysage médiatique. Et de la presse d'Etat, la Côte d'Ivoire est passée à une presse de partis politiques. C'est ce que Saïdou Dia a appelé, au cours de sa communication, «le paradoxe du paysage médiatique ivoirien». Un paradoxe qui risque bien, si on n'y prend garde, de générer, d'envenimer le conflit dans ce pays.

Quotidien 19-5-06

Soleil 20 et 21
mai 2006

PRÉVENTION ET GESTION DES CONFLITS

Un rôle majeur dévolu aux médias

Durant deux jours, le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti) en partenariat avec l'Unesco et la Fondation Konrad Adenauer a organisé un séminaire sur le thème « Gestion des conflits : le rôle des médias ».

Le rôle joué par les différents médias dans les étapes d'émergences d'un conflit surtout en Afrique a fait l'objet de la réflexion au premier jour du séminaire. Le deuxième jour a été consacré au rôle joué par les médias dans la résolution et la sortie des crises.

Etant capables du pire, les médias devraient être aussi capables du meilleur, dans la prévention des conflits. Cette fois-ci, les conflits à l'échelle locale sont à l'ordre du jour.

Ainsi, pour Martin Faye, consultant à Intermédiæs, une Ong suisse, « les médias peuvent jouer un grand rôle dans la gestion d'un conflit.

Cette dimension préventive devrait constituer un axe de travail en amont. Et aussi créer des mécanismes efficaces de gestion des conflits ». Intervenant dans une organisation qui s'occupe beaucoup des médias communautaires, M. Faye a parlé de l'expérience des radios communautaires qui par des émissions, arrivent à inculquer aux populations la culture de la paix.

Des concepts comme le cousinage à plaisanterie sont aussi utilisés par les radios communautaires pour soit prévenir des conflits ou

les dénouer. C'est ainsi que dans le cadre de son programme d'appui, l'Onu Intermédiæs organise des séminaires de mise à niveau des programmes de ces radios afin qu'ils collent aux réalités du terrain.

Pour les zones où les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont récurrents « des émissions axées sur l'utilisation des pâturages et autres doivent être produites ».

M. Faye a aussi parlé des succès accomplis par les radios dans cette mission de prévention et de gestion des crises. Succès qui ne doivent pas occulter les problèmes rencontrés par ces médias communautaires. Problèmes de moyens et de contenus rédactionnels.

Intervenant aussi dans la prévention et gestion des conflits, les organismes de la société civile ont tenu aussi à apporter leur réflexions sur le rôle des médias dans les sorties de crise.

C'est ainsi que les Nations Unies ont mis en place un programme « Irin » qui gère de façon intégrée l'information dans certaines zones, ne traitant que l'aspect social des conflits, laissant de côté l'aspect politique.

OUMAR NDIAYE

TOUSSAINT KONGO-DOUDOU, DIRECTEUR DU CINU

La crainte du dérapage des médias est un problème universel

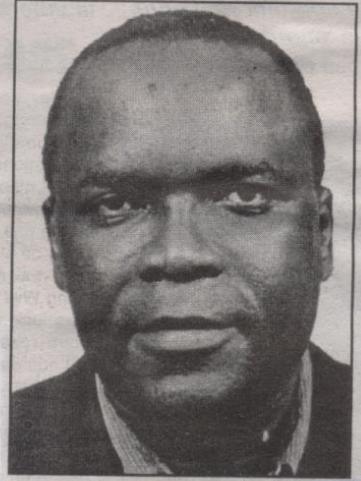
Certains médias en Afrique ont eu à jouer un rôle négatif dans certains conflits, «aidant» à la promotion de la haine. Notamment au Rwanda ou en Côte d'Ivoire. Directeur du Centre d'information des Nations Unies (Cinu) à Dakar, Toussaint Kongo Doudou soutient que cette crainte du dérapage des médias est devenue un problème universel. Dans l'entretien qui suit, l'expert de l'Onu reconnaît que, pour l'instant, le Sénégal est à l'abri de ces dérapages, car «les médias locaux ont une hauteur professionnelle remarquable». Mais le directeur du Cinu revient d'abord sur «ces médias de la haine» au Rwanda et en Côte d'Ivoire.

Toussaint KONGO-DOUDOU : Nous avons tous constaté qu'il y a eu des dérapages des médias dans certaines régions d'Afrique. Mais ce n'est pas une première. Depuis la Seconde Guerre mondiale, des médias ont joué un rôle néfaste par la propagation de certains idéaux qui sont contraires aux idéaux d'humanisme et de paix. En Afrique, des médias ont joué un rôle négatif dans certains conflits qui se sont généralisés. Un rôle très négatif dans la promotion des génocides et le cas rwandais nous est toujours resté à l'esprit. L'exemple néfaste de la radio télévision des mille collines au Rwanda est là. Elle était une radio complètement instrumentalisée par les fanatiques qui ont fait en sorte qu'une culture de haine, de division soit propagée au sein des populations. Ce qui a conduit et favorisé le génocide au Rwanda. Le phénomène n'est pas propre au Rwanda, car nous vivons encore ces périodes où certains médias sont instrumentalisés. C'était le cas de la Côte d'Ivoire où les médias étaient divisés. Il y a eu des dérapages en un moment donné. Il y a eu une floraison de journaux, d'hebdomadaires et de quotidiens. Dans ce pays, des professionnels font un travail admirable et équilibré. Mais beaucoup d'autres semblent être instrumentalisés par différents groupes. Toutefois, grâce à la présence de l'Onudi et de l'Onuci, cet excès s'éteint peu à peu. Les acteurs deviennent beaucoup plus réalistes.

Avec cette prolifération de médias pro-étatiques ou parfois très critiques, le fantôme du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire ne guette-t-il pas le Sénégal ?

En tant que directeur du Cinu à Dakar, il m'est difficile d'apporter un jugement. Mais globalement, les acteurs du paysage médiatique sénégalais, du fait de la présence du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cestil) et d'autres écoles de formation, font un bon travail. *Wali Fadjri, Sud Quotidien, Le Soleil, etc.*, sont des journaux qui ont une hauteur professionnelle remarquable. En terme de promotion de la haine, de la division, c'est un problème universel. Elle est nourrie dans le monde entier. C'est pourquoi, chaque année, les Nations Unies institue une journée que l'on appelle la «Journée internationale de la liberté de la presse». Pour que d'un côté, la liberté de la presse, c'est-à-dire la liberté d'informer sans blocage, soit maintenue. Mais la liberté aussi a ses contraintes et ses obligations. L'information doit être une information vraie, documentée. Cette information doit exister et elle ne doit pas être interprétée comme un moyen de diffusion des messages qui puissent diviser les gens, créer la haine. Car le pouvoir d'informer est un pouvoir très important. On informe pour sensibiliser. On sensibilise pour mobiliser. On mobilise pour adhérer et on adhère pour s'approprier. C'est cela le cycle de l'information et de la communication. C'est pourquoi, autant les pouvoirs publics doivent garantir la liberté de la presse, autant les journalistes ont une responsabilité de respecter les règles déontologiques dans l'exercice de leur métier. Donc les responsabilités et les obligations sont partagées.

N'avez-vous pas de crainte que le même scénario (celui de la promotion de la haine) se répète au Sénégal ?



Je ne peux pas prédire ce qui se passera demain. Seul Dieu le sait. Mais ce que je peux dire par rapport à cette crainte du dérapage des médias, n'est pas nécessairement un problème sénégalais. Cette crainte est un problème universel. Elle est nourrie dans le monde entier. C'est pourquoi, chaque année, les Nations Unies institue une journée que l'on appelle la «Journée internationale de la liberté de la presse». Pour que d'un côté, la liberté de la presse, c'est-à-dire la liberté d'informer sans blocage, soit maintenue. Mais la liberté aussi a ses contraintes et ses obligations. L'information doit être une information vraie, documentée. Cette information doit exister et elle ne doit pas être interprétée comme un moyen de diffusion des messages qui puissent diviser les gens, créer la haine. Car le pouvoir d'informer est un pouvoir très important. On informe pour sensibiliser. On sensibilise pour mobiliser. On mobilise pour adhérer et on adhère pour s'approprier. C'est cela le cycle de l'information et de la communication. C'est pourquoi, autant les pouvoirs publics doivent garantir la liberté de la presse, autant les journalistes ont une responsabilité de respecter les règles déontologiques dans l'exercice de leur métier. Donc les responsabilités et les obligations sont partagées.

La formation est-elle le seul gage pour éviter les dérapages ?

La réflexion initiée par le Cestil, la Fondation Konrad Adenauer et autres partenaires, sur le rôle des médias dans la gestion des conflits est bien à propos. Cela est très important. Parce qu'aujourd'hui en Afrique, lorsque nous traversons une période de libéralisation des médias qui accompagne tout ce souffle de démocratie, à travers le continent, je crois qu'il faut que nous fassions attention. Et

surtout que les journalistes fassent attention pour que l'apport des médias dans le cadre de l'information, de la sensibilisation des populations soit le plus positif possible. La libéralisation, la liberté sont des vertus essentielles de l'humanité. Mais il faut que tous ces efforts soient accompagnés par une bonne formation des professionnels du métier. Il nous faut des professionnels qui puissent appliquer les règles déontologiques idoines pour accompagner tout ce processus de démocratie.

La démocratie ne pourra se solidifier que si les médias s'engagent dans un processus de transparence, de non instrumentalisation. Qu'ils s'engagent

dans un processus qui puisse favoriser et promouvoir une culture de paix et de liberté, de respect de l'un et de l'autre à travers la société. Le problème de la formation est une question essentielle. Tout le monde n'est pas journaliste ou communicateur. On ne s'improvise pas non plus journaliste. Il faut un socle solide. Et le socle, incontournable, c'est la formation. Il faut que les acteurs soient formés pour avoir les capacités nécessaires pour comprendre qu'elle est la bonne information, quelle est la mauvaise information, quelle est l'information qui divise les populations, attise la haine. Un journaliste bien formé ne sera pas et ne pourra pas être instrumentalisé. Ce qui est important, c'est de ne pas pouvoir être instrumentalisé. Lorsqu'on est instrumentalisé, on fait fausse route. Le journaliste, c'est la personne qui doit garder toute sa neutralité, analyser l'information en toute lucidité, en toute objectivité. Ce qui est important, c'est que l'information doit tenir compte du respect de l'un, de l'autre et des règles déontologiques claires. Et dans le cadre de la non propagation d'une culture de haine et de division.

La formation ne souffre-t-elle pas d'une certaine pertinence, si l'on sait que les médias qui ont joué des rôles négatifs dans les conflits se réclament professionnels ?

Ce sont des professionnels à priori. Mais il faut aller au fond du problème. Une bonne partie des personnes, qui exercent ce métier, se prennent pour des professionnels. Mais si nous allons au fond des choses, l'on se rend compte que beaucoup ne sont pas des professionnels. Ce qui est dangereux pour une personne, c'est d'ignorer le fait qu'elle ne soit pas un professionnel et qu'elle se dit professionnel. Je crois que le profes-

sionnalisme s'exerce par des cas concrets. C'est dans l'exercice du métier qu'on voit le vrai professionnel. Mais si ceux-là qui ont propagé la haine, la division, conduisent au génocide dans certains pays se disent professionnels, à mon avis, ils ne sont pas des professionnels. Un professionnel n'attise pas la haine. Il n'est pas un vecteur de génocide.

La mission du Cinu s'inscrirait-elle dans une perspective de renforcer le professionnalisme des hommes de médias ?

Le Centre d'information des Nations Unies est un bureau extérieur relié au département de l'information des Nations Unies à New York, donc dépendant du secrétariat général de l'Onu. On compte plus de soixante dix bureaux dans le monde. Et ces bureaux sont chargés d'une mission essentielle : celle de porter la parole des Nations Unies, de dire ce que fait l'Onu, d'expliquer le rôle, le mandat, les activités et les missions de l'Onu. Ce sont les porte-voix de l'Onu dans les régions où ils sont situés. Ils permettent à ce que les populations dans le monde entier soient sensibilisées, informées du rôle de l'Onu sur tous les plans. Que ce soit sur le plan du maintien de la paix, de la résolution des conflits, des questions de développement, les questions de droits humains, etc.

Propos recueillis par

Fatou K. SENE